

You were told three years ago that the Government would take steps to achieve 50 percent Canadian ownership of the petroleum industry by 1990. At that time, 28 percent of our petroleum production was owned by Canadians. Today, in large part because of a strengthened Petro-Canada and an incentive system designed to promote Canadian ownership, that figure is at 38 percent. Furthermore, a majority of all exploration expenditures now are undertaken by Canadian controlled companies, compared to three years ago when only 34 percent were Canadian controlled. As well, a new Canadian petroleum company, Co-Enerco, was established as a result of collaboration between the cooperative movement and the federal Government.

Energy conservation and the shift from oil to other fuels have both accelerated as a result of incentives put in place during the past three years. The Canadian Home Insulation Program has been extended and the eligibility criteria broadened. So far 1.8 million homes have received grants towards improved insulation, meaning average savings of 17 percent on heating bills. Natural gas pricing policy and off-oil conversion grants have helped to reduce the number of households heated by oil from 42 percent to 31 percent in the past three years. Grants have been provided for the conversion of vehicles to propane fuel, and a pilot project has been launched to investigate the feasibility of compressed natural gas as an alternative fuel. An alternate energy corporation, Canertech, has been established to carry out research and development on renewable energy forms.

The Government's vigorous promotion of conservation and oil substitution has helped reduce domestic demand so much that this year Canada achieved oil self-sufficiency. Only a few years ago, 1990 was considered an optimistic target for attaining self-sufficiency and we have hit it seven years early. Today, Canada has a cumulative 1983 crude oil trade surplus of over 300 million dollars and an overall energy trade surplus of 5 billion dollars.

The Government has aided companies willing to undertake major energy development projects. Despite softening world oil prices, several major projects were announced within the last two years—for instance, oil sands developments at Wolf Lake and Cold Lake, expansion at Syncrude in Fort McMurray, a heavy oil upgrader in Regina, and the Norman Wells project.

Since you were told that Petro-Canada would be expanded and its budget increased, it has more than doubled the value of its assets. The corporation's share of retail revenues in the petroleum industry has now risen to eleven percent, from less than two percent in 1979, reflecting an increase both in the

l'engagement pris en 1980 de ne pas augmenter de 18 cents la taxe d'accise sur les carburants a été respecté.

On vous a dit il y a trois ans que le gouvernement prendrait des mesures pour porter le taux de propriété canadienne de l'industrie pétrolière à 50% d'ici 1990. La proportion de nos entreprises pétrolières appartenant alors à des Canadiens était de 28%. Elle atteint maintenant 38%, grâce pour une bonne part au renforcement de Petro-Canada et à une série d'incitations destinées à favoriser les investissements canadiens. De plus, la majorité des dépenses de prospection viennent maintenant de sociétés contrôlées par des intérêts canadiens, comparativement à seulement 34% il y a trois ans. Une nouvelle société pétrolière, appelée Co-Enerco, est en outre issue de la collaboration entre le mouvement coopératif et le gouvernement fédéral.

Par ailleurs, des mesures incitatives instaurées au cours des trois dernières années ont eu pour effet d'accélérer l'économie de l'énergie et le remplacement du pétrole par d'autres combustibles. Le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes a été prolongé, et on en a élargi les critères d'admissibilité. Les 1,800,000 foyers canadiens qui, jusqu'ici, ont reçu une subvention dans le cadre de ce programme ont réalisé des économies de 17%, en moyenne, sur leur facture de chauffage. Parallèlement, la politique de fixation des prix du gaz naturel et les subventions accordées pour remplacer le pétrole par d'autres sources d'énergie ont aidé à réduire de 42 à 31% la proportion des maisons canadiennes chauffées au mazout au cours des trois dernières années. Des subventions ont en outre été offertes pour la conversion des véhicules automobiles au gaz propane, et un projet-pilote a été mis sur pied pour étudier les possibilités d'utilisation du gaz naturel comprimé comme carburant. Enfin, la société Canertech a été établie pour effectuer des travaux de recherche et de développement sur les formes d'énergie renouvelables.

Les vigoureux efforts du gouvernement pour promouvoir les économies d'énergie et le remplacement du pétrole ont contribué à réduire la demande sur le marché canadien, si bien que nous avons franchi cette année le seuil de l'autosuffisance. Il y a à peine quelques années, on considérait comme optimiste de fixer à 1990 le moment où nous devrions parvenir à l'autosuffisance en matière énergétique. Or, nous avons atteint cet objectif sept années plus tôt. À l'heure actuelle, l'excédent cumulé de nos ventes de pétrole brut pour 1983 dépasse 300 millions de dollars, tandis que notre excédent commercial global au poste de l'énergie est de cinq milliards de dollars.

Le gouvernement a en outre aidé les compagnies désireuses d'entreprendre des grands travaux d'exploitation. Malgré le fléchissement des prix mondiaux du pétrole, l'exécution de plusieurs grands projets a été annoncée au cours des deux dernières années, notamment l'exploitation des sables pétroliers de Wolf Lake et de Cold Lake, l'expansion des installations de la Syncrude à Fort McMurray, la construction d'une installation de traitement du pétrole lourd en Saskatchewan et la mise en œuvre du projet de Norman Wells.

On vous avait annoncé que la société Petro-Canada étendrait son activité et verrait son budget augmenté. Elle a depuis lors plus que doublé la valeur de son actif. Et sa part des revenus de la vente au détail des produits pétroliers, qui était de moins de 2% en 1979, se chiffre maintenant à 11%. Cela